

L'amitié Franco-Roumaine : Une réalité à développer

Depuis plus d'un siècle, la France et la Roumanie entretiennent des relations privilégiées, renforcées ces dernières années par des intérêts communs au sein de l'Union Européenne. Aujourd'hui le potentiel économique, commercial et culturel de ce bastion de la francophonie, est un atout pour l'Hexagone.

Entretien avec M. Bernard FOURNIER sénateur de la Loire, Président du groupe d'Amitié France-Roumanie au Sénat

1. Comment abordez-vous votre rôle de Président du Groupe d'Amitié France-Roumanie au Sénat, quelles sont vos contributions actuellement dans les rapports entre la France et la Roumanie ?

Les groupes interparlementaires d'amitié ont pour objet de développer des liens avec les assemblées parlementaires de pays avec lesquels la France entretient des relations officielles. Ils contribuent à renforcer la présence et l'influence politique, économique et culturelle de la France à l'étranger et à favoriser le développement de la coopération interparlementaire et de la coopération décentralisée.

L'action du Président du groupe d'amitié France-Roumanie s'inscrit dans ce cadre et illustre une « diplomatie parlementaire » où connaître ses homologues est fondamental pour une meilleure appréhension du pays avec lequel on entretient des rapports privilégiés.

Ainsi le groupe d'amitié rencontre régulièrement les autorités roumaines pour des échanges constructifs, une délégation française a notamment effectué un déplacement en Roumanie à l'invitation du Président du groupe d'amitié Roumanie-France, M. Calin Popescu Tariceanu, ancien Premier ministre, du 27 mai au 1^{er} juin 2013.

2. Depuis longtemps la Roumanie partage avec la France, une proximité culturelle et linguistique, quel est l'état des lieux de la francophonie dans ce pays résolument francophile ?

La présence culturelle de la France et la francophonie demeurent forte. 40 % des élèves roumains apprennent le Français tandis que la Roumanie a célébré en 2013 le vingtième anniversaire de son adhésion à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elle s'appuie également sur un réseau d'institutions françaises dont le lycée français « Anna de Noailles ». La France reste une référence pour la Roumanie, les deux pays partageant de fortes traditions culturelles. M. Mircea Geoana, ancien Président du Sénat roumain, a d'ailleurs souligné que son pays était le dernier bastion de la francophonie en Europe de l'Est.

N'oublions pas également que Bucarest était appelé « le petit Paris », c'est dire combien nous sommes proches.

3. Comment consolider la présence française en Roumanie ?

Il convient tout d'abord de rappeler que les relations bilatérales entre la France et la Roumanie ont été relancées au cours des dernières années par la mise en place, en 2008, d'un partenariat stratégique dont M. Calin Popescu Tariceanu, actuel président du Sénat roumain et ancien Premier ministre, a été signataire. Une nouvelle feuille de route a été signée en février 2013 prenant acte notamment de l'importance du potentiel économique et commercial.

Les opportunités d'installation, en particulier pour les PME, sont nombreuses dans l'ensemble du pays. Des potentialités existent dans les secteurs du bois, de l'énergie (nucléaire, énergies renouvelables), de l'agriculture, du système de santé et du tourisme.

Par ailleurs, les nombreux jumelages, la coopération décentralisée, les échanges culturels particulièrement actifs permettent une intensification de la présence française en Roumanie.

4. Plus généralement qu'attendent les roumains de la coopération avec la France, quels sont les enjeux en matière de patrimoine ?

Dans les dernières années la France a supprimé les visas pour les ressortissants roumains, soutenu l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et son intégration au sein de l'Union européenne. La relation avec la France est d'une grande importance pour la Roumanie, notamment en matière de politique européenne. Comme l'a affirmé l'ancien ministre des affaires étrangères et ancien Président du Sénat, M. Mircea Geoan, « *la Roumanie est l'alliée la plus naturelle de la France en Europe* ».

Sur plusieurs dossiers européens, la France et la Roumanie partagent une vision et des intérêts semblables. La Roumanie est très attachée à la politique agricole commune (PAC). M. Calin Popescu Tariceanu a ainsi salué la nomination, appuyée par la France, du commissaire européen à l'agriculture, le roumain Dacian Cioloș.

La Roumanie partage également les préoccupations françaises en matière d'exception culturelle.

Toutefois, l'adhésion à l'espace Schengen constitue la priorité européenne de la Roumanie. L'adoption de la monnaie unique reste une perspective à long terme qui pourrait avoir un impact fort sur l'économie roumaine.

5. La Roumanie est stigmatisée pour la mauvaise réputation de sa population Rom les roumains souffrent de cette image, comment les efforts conjoints de nos deux pays peuvent-ils apporter des solutions à ce problème ?

L'intégration des populations défavorisées, en particulier des Roms, et la maîtrise des flux migratoires s'inscrivent dans un processus de coopération bilatérale essentiel.

Considérant que ces questions se posent à toute l'Europe, plusieurs responsables politiques roumains ont affirmé qu'elles devaient être traitées à la fois dans le pays de départ et dans le pays d'accueil.

Lors du dernier déplacement du groupe d'amitié France-Roumanie, M. Peru Filip, président de la commission pour la politique étrangère du Sénat roumain, a insisté sur la nécessité de réaliser des actions concrètes pour changer l'image de la Roumanie, et le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Bogdan Tohaneanu, a ainsi suggéré d'élaborer de nouveaux instruments de collaboration au niveau européen, et des mécanismes qui soutiendraient la stabilité économique et sociale des citoyens Roms en Roumanie. Ce sont des pistes à explorer qui devraient offrir des solutions.

Outre la coopération bilatérale policière et judiciaire pour lutter contre les réseaux criminels mise en place au niveau des Etats, l'Ambassade de France développe des dispositifs pour accompagner l'insertion des populations vulnérables en Roumanie.